



REPUBLIQUE FRANCAISE
Commune de La Verrière

ARRETE TEMPORAIRE N° *2022-19*
PORTANT RÉGLEMENTATION DE CIRCULATION
POUR LES TRAVAUX SUR LES VOIES ET DEPENDANCES DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire de La Verrière,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 à L. 2212-5, L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, et R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-10 et suivants ;

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière quatrième.

Considérant la demande du 05 octobre 2022 de la société **ENEDIS**, représentée par Monsieur MEHREZI Hayfa, sise 33 boulevard Gabriel 95110 ENEDIS SANNOIS dont le bénéficiaire est la Société **SEIP Ile de France**, représentée par Monsieur LOSCHI Enzo, sise 4 allée des Dévodes 91160 SAULX LES CHARTREUX, sollicitant l'autorisation d'**effectuer des travaux de terrassement pour un branchement ENEDIS** sur le domaine public face au portail existant, **1 bis rue de la Gare de La Verrière 78320**.

Considérant que les travaux de voirie sur le domaine public (voies communales et ses dépendances) nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation aux abords et aux droits des chantiers, (alternats, interdiction de circuler, de doubler, de stationner, réduction ou suppression d'une voie avec mise en place de déviations et passages piétons provisoires).

ARRETE

Article 1 : À compter du **21 novembre 2022**, pour une durée de **30 jours**, soit jusqu'au **21 décembre 2022**, la circulation des véhicules pourra être modifiée sur le domaine public **Rue de la Gare** de La Verrière (78320).

Article 2 : Dans la zone d'emprise et pendant la durée des travaux précitée à l'article 1, les restrictions suivantes pourront être imposées :

- **Interdiction de stationner aux véhicules légers et poids lourds ;**
- **Limitation de vitesse autorisée à 30 km/heure ;**
- **Dérogation autorisant les véhicules de plus de 3,5 tonnes, si nécessaire ;**
- **Circulation alternée avec mise en place de feux tricolores – Hommes trafic ;**
- **Mise en place d'une signalisation temporaire afin de prévenir les automobilistes ;**
- **Interdiction de doubler au droit du chantier ;**
- **Interdiction de stationner au droit du chantier ;**
- **Dévoisement du cheminement piéton.**

.../...

Article 3 : Le pétitionnaire exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire, de jour et de nuit, du chantier sur le domaine public. Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. La signalisation devra être conforme aux dispositions en vigueur et actuellement sont édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, Livre 1-8eme partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus. Le pétitionnaire s'engage à afficher le présent arrêté sur les lieux des travaux.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois. L'interdiction de stationner au droit du chantier sera considérée comme gênante selon les termes de l'Article R. 417-10 du Code de la Route et les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat et les contrevenants poursuivis par les tribunaux compétents.

Article 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 8 :

- Monsieur le Maire,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Directrice Générale Adjointe des Services et Directrice des Services Techniques,
- Madame le Commissaire de Police d'Elancourt,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Tous les agents habilités de la force Publique ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Le Maire,

Nicolas DAINVILLE.

À La Verrière,

Le : 14/11/2022

Conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte,
qui a été notifié et/ou publié le :